



LA DIASPORA GABONAISE D'OPPOSITION EN FRANCE

Une mobilisation politique à l'épreuve
de la crise post-électorale de 2016

Delphine LECOUTRE

Octobre 2020

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0249-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © Peter Buxbaum/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Delphine Lecoutre, « La diaspora gabonaise d’opposition en France :
une mobilisation politique à l’épreuve de la crise post-électorale de 2016 »,
Études de l’Ifri, Ifri, octobre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteure

Delphine Lecoutre est politologue africaniste, chercheure, conférencière et consultante. Elle a enseigné à l'Edhec Business School. Coordinatrice et porte-parole pour le Tchad, le Centrafrique, le Gabon, le Cameroun et la République du Congo à Amnesty International France, elle enseigne également au Centre d'études diplomatiques et stratégiques et au Centre international de formation de l'École militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, et est membre du mouvement international Tournons la page pour l'alternance démocratique en Afrique.

Elle a vécu et travaillé pendant 11 ans en Afrique : au Centre français des études éthiopiennes/Institut des études éthiopiennes de l'université d'Addis Abeba, à l'ambassade de France, à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à l'Union africaine (UA) et au bureau de l'Institut d'études de sécurité à Addis Abeba.

Elle est docteure en sciences politiques de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en langues, littératures et civilisations africaines de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Langues O'). Elle parle l'amharique et le swahili.

Résumé

La diaspora gabonaise d'opposition en France s'est imposée comme un acteur de la crise post-électorale depuis 2016. Si la politisation de la diaspora – poussée par un espace politique et civique restreint au Gabon – a varié depuis l'indépendance, sa mobilisation en France après l'élection présidentielle de 2016 au Gabon est sans précédent. Depuis 2009, la prolifération d'associations diasporiques et l'organisation de nombreux débats au sein de la diaspora antirégime Bongo ont trouvé des échos sur la scène politique nationale au Gabon, tandis que les structures prorégime dans la diaspora se sont affaiblies.

À partir de 2016, la mobilisation diasporique d'opposition s'est théâtralisée en créant et en utilisant des formes de contestation hybrides innovantes, inspirées par les pratiques culturelles gabonaises, par les méthodes de protestation et de persuasion publiques non violentes, et par les techniques modernes de communication. Gardienne de la contestation, cette diaspora transnationalisée a multiplié les interactions avec la société civile au Gabon, elle-même devenue le fer de lance de la contestation locale face à la léthargie et à l'inefficacité de l'opposition politique.

Si les efforts et les effets de cette mobilisation diasporique sont multiples, son impact reste pour le moment plus médiatique que réellement politique. Néanmoins, ce laboratoire de contestation diasporique semble désormais contribuer au renouvellement de la classe politique gabonaise et influencer le destin politique du Gabon.

Abstract

The Gabonese opposition diaspora in France has become a stakeholder of the post-electoral crisis since 2016. While the politicization of the diaspora – driven by a restricted political and civic space in Gabon – has varied since Independence, there has been an unprecedented mobilization in France since the presidential election of 2016. Since 2009, mushrooming diasporic associations and the organization of numerous debates within the anti-Bongo regime diaspora have resonated with national politics in Gabon, while the pro-regime structures have become weaker.

From 2016 onwards, the diasporic opposition mobilization has become more organized and visible through the creation and use of hybrid and innovative forms of contestation influenced by cultural Gabonese practices, by non-violent methods of protest and persuasion and by modern means of communication. The transnational diaspora has increased its interaction with the civil society in Gabon, spearheading local mobilizations against the lethargic and inefficient political opposition.

Even though the efforts and effects of the diasporic movement are diverse, its impact translates, as of now, more into mediatic attention rather than into concrete political outcomes. Nevertheless, this laboratory of diasporic contestation seems to contribute to a renewal of the political class and to feed into the political path of Gabon.

Sommaire

INTRODUCTION	11
HISTORIQUE DE LA DIASPORA ET DE SA POLITISATION	13
La politisation de l'élite en formation : infiltration et contrôle des milieux étudiants gabonais en France	13
La repolitisation de la diaspora à la faveur du multipartisme : le coup d'essai des élections de 2009	17
LA CRISE POST-ÉLECTORALE DE 2016, DÉCLENCHÉUR D'UNE MOBILISATION POLITIQUE SANS PRÉCÉDENT DE LA DIASPORA ..	21
Prolifération d'associations diasporiques sur fond de rivalités	21
Le répertoire de la mobilisation politique dans l'espace public français.....	23
EFFETS DE LA MOBILISATION DIASPORIQUE.....	31
Émergence d'une nouvelle génération d'activistes et laboratoire de contestation	32
Une interaction approfondie entre société civile et diaspora.....	32
Le long chemin pour devenir un acteur d'influence.....	33
CONCLUSION : LA DIASPORA ENTRE INSTANCE DE POLITISATION ET MATRICE DU RENOUVELLEMENT POLITIQUE.....	37

Introduction

Qualifiée de « dixième province du Gabon », la France compte sur son sol 15 000 Gabonais¹ dont la grande majorité, nous le développerons dans cette note, sont militants et sympathisants de l'opposition gabonaise. Cette composante de la diaspora gabonaise de France, opposée au régime d'Ali Bongo Ondimba, se conçoit comme un acteur du changement politique au Gabon. Elle s'est mobilisée dans le cadre de la crise post-électorale, survenue à partir du 3 septembre 2016, en proclamant « entrer en résistance » contre un régime gabonais qu'elle qualifie d'« usurpateur », de « voleur » et d'« assassin » dans des *sit-in* et des marches au Trocadéro à Paris et en province².

Les raisons de cette mobilisation diasporique gabonaise se trouvent à la fois dans la contestation des résultats proclamés par la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) donnant Ali Bongo vainqueur de l'élection présidentielle³ du 27 août 2016 et dans la répression consécutive à l'attaque sanglante du quartier général de Jean Ping, candidat unique des principales forces de l'opposition, par des éléments de l'armée gabonaise le 31 août 2016. Cette répression a mis fin à tout espoir d'alternance politique au régime de la famille Bongo, du Parti démocratique gabonais (PDG) et de leurs alliés en place depuis plus de 50 ans.

Depuis lors, Jean Ping se considère comme le véritable « président élu » du Gabon, refuse fermement de participer à un quelconque dialogue politique

1. J. Ondo Louemba, « S. E. Germain Ngoyo Moussavou : la diaspora gabonaise de France constitue véritablement la 10^e province du pays », *Info 241.com*, 24 octobre 2015.

2. Slogans scandés et brandis par les « résistants » gabonais de la diaspora lors de leurs manifestations.

3. Selon la CENAP, Ali Bongo a obtenu 49,80 % des suffrages contre 48,23 % pour Jean Ping pour l'ensemble du scrutin au niveau national. Dans la province du Haut-Ogooué, avec un taux de participation officielle de 99 %, Ali Bongo a obtenu 95,46 % contre 4,31 % des voix attribuées à Jean Ping. Or, le candidat Jean Ping a été donné largement gagnant dans six provinces sur les neuf que compte le Gabon, disposant ainsi d'une réserve de 60 000 voix d'avance avant l'annonce des résultats dans le Haut-Ogooué, province natale de la famille Bongo. En effet, le Haut-Ogooué a été la dernière province avec plusieurs jours de différé à annoncer ses résultats officiels. Les soupçons de « fraude grossière » ont été étayés par le fait qu'avec 60 000 voix d'avance, le candidat Jean Ping était certain d'obtenir la victoire même si tous les inscrits dans la province du Haut-Ogooué avaient participé à 100 % et avaient voté à 100 % pour Ali Bongo sur la base de la liste électorale biométrique produite par le ministère de l'Intérieur. En outre, différents centres de vote dans la province du Haut-Ogooué, notamment dans la ville de Moanda, ont produit des taux d'abstention rendant peu vraisemblable le taux de participation officielle de 99 % dans cette province annoncé par la CENAP. Lire également J. Ondo Louemba, « Présidentielle 2016 : Ali Bongo déclaré élu sur la base d'une fraude grossière », *Info241.com*, 1^{er} septembre 2016 ; J. Ondo Louemba, « Chronique n° 7 – Gabon, les chiffres du Haut-Ogooué grossièrement faux », *Mauvaises nouvelles. Chroniques du Gabon (2016-2019)*, Saint Denis, Édilivre, 2019, p. 28-30.

d'ouverture (comme celui d'Angondjé en avril-mai 2017) et se dit toujours déterminé et engagé pour une « passation pacifique du pouvoir » dans le cadre d'une « déclaration de vacance » par les institutions compétentes grâce à « une action de mobilisation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur⁴ ».

De ce fait, la diaspora gabonaise d'opposition en France s'est imposée comme un acteur de la crise post-électorale depuis 2016. Si la politisation de la diaspora a varié depuis l'indépendance, sa mobilisation après l'élection de 2016 est sans précédent. Elle a donné lieu à des formes de contestation innovantes qui traduisent l'hybridation des pratiques culturelles gabonaises et des techniques modernes de communication. L'examen de l'impact de cette mobilisation diasporique inédite permet de mettre en lumière son influence mais aussi ses limites.

Cette recherche résulte de la conduite d'enquêtes au sein de la diaspora gabonaise d'opposition en France et auprès de la société civile au Gabon.

4. Entre autres, lors de sa déclaration à l'hôtel Triomphal de Libreville le 12 octobre 2019.

Historique de la diaspora et de sa politisation

La politisation de l'élite en formation : infiltration et contrôle des milieux étudiants gabonais en France

Jusqu'au milieu des années 1950, la diaspora gabonaise en France était d'origine bourgeoise. Elle était essentiellement composée des enfants des premiers notables gabonais⁵, de ceux de la petite élite politico-administrative coloniale⁶, de ceux de colons et d'exploitants forestiers avec des femmes locales qui venaient faire leurs études en France. À partir du milieu des années 1950, cette diaspora fut renforcée par des étudiants issus de milieux divers ayant bénéficié du programme de bourses instauré par la métropole à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Regroupés au sein de l'Association des étudiants du Gabon (AEG) fondée par Léon Augé en 1949 (son premier président⁷), les étudiants gabonais en France adhèrent à la célèbre Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF⁸) et s'engagèrent en faveur de l'indépendance de l'Algérie et contre le colonialisme⁹. Ils s'en émancipèrent progressivement – notamment parce qu'ils n'avaient jamais accédé aux plus hautes fonctions de la FEANF en dépit de parcours parfois remarquables¹⁰ – en créant en 1955 l'Association générale des étudiants du Gabon (AGEG) pour se concentrer sur leur pays.

Dès cette époque, on observait des revendications contestataires, voire un véritable engagement politique au sein de la diaspora gabonaise. Ainsi, dans les colonnes de leur journal *L'Étudiant au Gabon*, les membres de

5. Le premier bachelier gabonais Félix Rapontchombo en 1890 est le fils d'un roi Mpongwe très puissant.

6. Les enfants des députés et sénateurs étaient scolarisés en France, comme les enfants de Mathurin Anghiley et de Jean-Hilaire Aubame.

7. L. Augé, « Que le Parti soit... », *L'Union*, 1^{er} janvier 1999.

8. S. Traoré, *La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 16. Il faut préciser que la FEANF regroupait en son sein à la fois des sections académiques (circonscription académique des étudiants africains) et des sections territoriales puis, après 1960, nationales (territoires d'origine de ces étudiants africains).

9. A. Aly Dieng, *Les Grands Combats de la Fédération des étudiants d'Afrique noire : de Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 82 et suivantes.

10. Aucun Gabonais n'a jamais été président de la FEANF.

l'AGEG réclamaient l'indépendance du Gabon et s'opposaient à la loi-cadre Defferre¹¹ de 1956. En 1958, des membres de l'AGEG, dont Germain Mba et Jean-Pierre Nzoghe Nguema, prônèrent le « non » au référendum du général de Gaulle sur le choix entre le maintien dans la Communauté française et l'indépendance, et créèrent même le premier parti politique gabonais à l'étranger, le Mouvement gabonais d'action populaire (MGAP¹²). Ce parti ne parvint toutefois pas à s'imposer sur l'échiquier politique national après l'indépendance du Gabon le 17 août 1960.

Les opposants au régime de Léon Mba¹³ au sein de la diaspora gabonaise de France se firent à nouveau remarquer lors du coup d'État militaire¹⁴ du 18 février 1964. Ainsi l'AGEG condamna-t-elle de manière virulente l'intervention militaire française dans une « Déclaration des étudiants gabonais de Paris¹⁵ » datée du 28 mars 1964. Le président de l'AEG, Marc Mba Ndong, fut accusé d'« avoir été en relation avec les auteurs de la tentative de coup d'État » et d'« avoir publié un tract hostile à l'intervention militaire française¹⁶ ». Plusieurs étudiants gabonais furent arrêtés ou expulsés, soupçonnés d'être « une minorité d'extrémistes nationalistes africains empreints de doctrine communiste¹⁷ ». Pierre-Louis Agondjo Okawé (demi-frère de Jean Ping) se fit aussi remarquer au sein de la diaspora gabonaise de France. Rentré au Gabon, il devint le premier avocat de l'histoire de ce pays, puis créa et présida en 1990 le Parti gabonais du progrès (PGP), un parti d'opposition. Maître Agondjo et son cousin, le professeur Joseph Rendjambé Issany, étaient connus pour leur rôle dans l'Organisation des étudiants gabonais (ONEG). Mais cette organisation fut dissoute par les autorités gabonaises qui l'accusèrent d'être un « complot d'universitaires agitateurs communistes¹⁸ ».

En dépit de leur engagement politique contestataire, nombreux furent les anciens de l'AEG/AGEG qui rejoignirent, les uns après les autres, le régime d'Albert-Bernard Bongo dès son accession à la présidence de la

11. A. Sabi Djaboudi, *Presse d'opinion et luttes politiques en Afrique francophone. Le Gabon de 1922 à 1990*, Saint-Denis, Éditions Publibook, 2018, p. 88.

12. N. Metegue N'Nah, *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 155-156.

13. Premier président de la République gabonaise.

14. Le président Léon Mba fut victime d'un coup d'État fomenté par des sous-officiers dirigeant un « Comité révolutionnaire » qui demandèrent à son principal rival politique, Jean-Hilaire Aubame, de prendre la direction d'un gouvernement provisoire.

15. A. Sabi Djaboudi, *Presse d'opinion...*, *op. cit.*, p. 263.

16. F. Blum, « Trajectoires militantes et (re)conversions. À propos de la FEANF : que sont-ils/elles devenu-e-s ? (De l'invention des cosmopolitismes) », Paris, Centre d'histoire du XX^e siècle/École des hautes études en sciences sociales (EHESS), 2016, p. 92-93.

17. *Ibid.*, p. 93.

18. A. Sabi Djaboudi, *Presse d'opinion...*, *op. cit.*, p. 93-94.

République¹⁹ en novembre 1967. Au fil des ans, la plupart devinrent les principaux idéologues du régime et prônèrent même l'abolition du multipartisme, contribuant à la création autour d'Albert-Bernard Bongo du parti unique dénommé PDG²⁰ le 12 mars 1968. Cette transhumance politique d'étudiants activistes contestataires vers le régime en place à Libreville est la trajectoire principale de la classe politique gabonaise jusqu'à aujourd'hui.

De leur côté, les autorités gabonaises, en concertation avec leurs homologues françaises, mettaient en œuvre diverses stratégies de contrôle de l'élite en devenir. Ces stratégies prenaient souvent la forme de menaces de suppression de bourses, de surveillance des associations estudiantines, de tracasseries administratives et policières, voire d'expulsions du territoire français²¹. Pour faire contrepoids à l'AGEG, en 1973, les autorités gabonaises créèrent l'Association des étudiants et élèves du Gabon (AEEG) et conditionnèrent l'octroi des bourses à son adhésion. Une Union des jeunes du PDG (UJ-PDG) fut également fondée sur le sol français. L'attaché militaire de l'ambassade du Gabon en France fut chargé de cette surveillance en territoire français et l'usage des bourses comme moyen de chantage contre les étudiants récalcitrants contribua à un affaiblissement général de l'AGEG²².

Or, l'engagement politique au sein de la diaspora gabonaise d'opposition se poursuivit face à la fermeture de l'espace politique gabonais, incarnée par le parti unique. Officiellement créé au village Adzebe, quartier Sibang, à Libreville le 23 novembre 1981 après trois ans d'activités clandestines, le Mouvement de redressement national (MORENA), parti d'opposition avec une antenne à Paris à partir de fin 1982, fut rapidement réprimé après la manifestation populaire antigouvernementale à la gare routière de Libreville le 1^{er} décembre 1981. La dissolution de ce parti incita le père Paul Mba Abessole (président), André Mba Obame (secrétaire général) et Joseph Minko (trésorier) à créer, en 1982 à Paris, une nouvelle association, Solidarité gabonaise, qui comptait une

19. Le président Albert-Bernard Bongo changea de nom pour devenir El Hadj Omar Bongo à la suite de sa conversion à l'islam en 1973, puis Omar Bongo Ondimba par rajout du nom de son père en 2003.

20. N. Metegue N'Nah, *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXI^e siècle*, op. cit., p. 195-197. Voir aussi F. Blum, « Ce que les Indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États », in F. Blum, P. Guidi et O. Rillon, *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 275. Et également F. Blum, « Trajectoires militantes et (re)conversions. À propos de la FEANF : que sont-ils/elles devenu-e-s ? (De l'invention des cosmopolitismes) », op. cit., p. 81-82.

21. F. Blum, « Ce que les Indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs États », op. cit., p. 275 ; F. Blum, « Trajectoires militantes et (re)conversions. À propos de la FEANF : que sont-ils/elles devenu-e-s ? (De l'invention des cosmopolitismes) », op. cit., p. 92-93.

22. *Ibid.*, p. 104.

vingtaine de membres et dont les réunions hebdomadaires se tenaient chez les missionnaires spiritains²³.

Par la suite, le 14 juillet 1989, Pierre Mamboundou fonda un parti politique d'opposition – l'Union du peuple gabonais (UPG) – en France, où il avait fait ses études d'ingénieur en télécommunication et travaillait à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT²⁴). À l'instigation des autorités gabonaises et sur la base de l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'État, les autorités françaises expulsèrent Pierre Mamboundou au Sénégal, où il passa trois ans et demi en exil avant d'être condamné à dix ans de prison par contumace au Gabon.

Dans le contexte international de la fin de la guerre froide, les autorités gabonaises furent confrontées à des grèves à répétition, à des manifestations et à des émeutes populaires ainsi qu'à des contestations à l'université Omar Bongo (décembre 1989-janvier 1990), au cours desquelles grévistes et manifestants réclamaient une meilleure gouvernance, une répartition plus équitable du revenu national et la démocratisation de la vie politique²⁵. Pour sauver son régime, le président Bongo décida d'organiser une conférence nationale²⁶ en mars et avril 1990 qui consacra le retour du multipartisme, lequel fut inscrit dans la Constitution de 1991. On assista alors à la création d'une pléthore de partis politiques d'opposition dans la perspective de l'élection présidentielle de 1993, dont beaucoup n'avaient ni siège, ni militants, ni visibilité sur la scène politique nationale.

Afin de montrer que leurs partis respectifs étaient bien établis, plusieurs leaders de l'opposition disposaient d'un représentant (voire pour certains d'un bureau officiel) en France, dont Petit Lambert Ovono (RNB du père Paul Mba Abessole), André Mbourou (PGP de Maître Agondjo), Joachim Obiang-Ndong (MORENA) et Charles Mba (Parti libéral démocrate [PLD] de Marc Saturnin Nan Nguéma²⁷). Ces représentations en France avaient moins pour vocation de mobiliser une diaspora peu nombreuse, essentiellement estudiantine et sans influence sur la scène politique

23. 30 rue Lohmond dans le 5^e arrondissement. Entretien avec un membre de la diaspora gabonaise « résistant » et compagnon de lutte politique du père Mba Abessole et d'André Mba Obame, Paris, 19 novembre 2019.

24. Ancêtre de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

25. N. Metegue N'Nah, *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXI^e siècle*, op. cit., p. 218-226.

26. L'un des grands animateurs de cette conférence nationale, Joseph Rendjambé, fut retrouvé mort dans un hôtel de Libreville en mai 1990, ce qui fut le détonateur d'émeutes violentes à Libreville et à Port Gentil, capitale pétrolière où l'armée française rétablit l'ordre. Tout comme Germain Mba avait été assassiné à Libreville le 18 septembre 1971, quatre ans après avoir rejoint le président Bongo qui l'avait nommé conseiller pour les affaires économiques et commerciales à ses côtés, puis ambassadeur à Bonn (1969) et enfin à Tokyo (1970). Lire P. Péan, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983, p. 7 et suivantes. (chap. 1, « Ténébreuse affaire à Libreville »).

27. Le PLD disposait d'un bureau de représentation situé au 8 rue de Berri dans le 8^e arrondissement de Paris.

gabonaise, que de s'assurer une visibilité et un accès auprès des autorités françaises qui ont toujours été considérées comme prépondérantes dans le jeu politique au Gabon.

Ces représentants très actifs se réunissaient régulièrement, organisaient des réunions politiques au sein de la diaspora – tant à Paris qu'en province – lors des venues de leur chef de parti respectif en France, plaidaient auprès des autorités et des parlementaires français et diffusaient leur journal (par exemple, *Le Bûcheron* du RNB, *Misamu* du MORENA et *Gabon libre* du PLD²⁸). Après une scission au début des années 2000, le « MORENA de Paris » fut dirigé par les architectes Mauro Nguema Ondo et Asseko Minko. Ce dernier apporta pourtant son soutien à l'UPG, représenté en France par Jean-Félix Mouloungui, lors de l'élection présidentielle de 2009.

Entre 2005 et 2009, la mobilisation politique au sein de la diaspora d'opposition fut réduite au minimum en raison des multiples défections en faveur du PDG, dont l'archétype est Jean-Félix Mouloungui qui devint ministre des PME-PMI et de l'Artisanat le 17 octobre 2009. À compter de 2009, cette diaspora se mobilise essentiellement lors des campagnes électorales.

La repolitisation de la diaspora à la faveur du multipartisme : le coup d'essai des élections de 2009

En juin 2009, la perspective d'une élection présidentielle anticipée après le décès d'Omar Bongo offrit la possibilité d'une alternance qu'une majorité de Gabonais – tant au Gabon que dans la diaspora – espéraient et incita une nouvelle génération à s'engager à son tour²⁹.

Motivée par ses doutes sur la transparence du processus électoral à venir, la mannequin gréco-gabonaise Gloria Mika Ndzila, sans aucun engagement militant antérieur, lança de manière spontanée sur Facebook une initiative citoyenne pionnière dans la diaspora gabonaise : la recherche d'« anges gardiens » pour observer le scrutin présidentiel du 30 août 2009 et le dépouillement pour faire remonter les résultats des bureaux de vote.

28. H. Mouckaga, « Les Comités d'action politiques et les Cool-Mondjer's dans la violence en période électorale au Gabon à travers la presse écrite privée (janvier-décembre 1993) », in W.-A. Ndombet (dir.), *Processus électoraux et immobilisme politique au Gabon (1990-2009)*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 47-52.

29. Pour une analyse de la transition politique au Gabon entre juin et septembre 2009, consulter M. Debain, « Chronique d'une victoire assurée. Retour sur la campagne présidentielle de 2009 au Gabon », *Politique africaine*, vol. 3, n° 115, 2009, p. 27-46.

La proclamation de la victoire d'Ali Bongo le 3 septembre 2009 donna lieu à une contestation populaire de ces résultats à Libreville, à Port Gentil et au sein de la diaspora gabonaise d'opposition en France, qui se retrouva en plein foisonnement politique. Une multitude d'organisations et de nombreux débats virent le jour dans la diaspora et eurent des échos sur la scène politique nationale au Gabon ; d'autant plus que la collusion entre le régime gabonais et le gouvernement français, qui avait permis d'entraver la mobilisation de la diaspora pendant le règne d'Omar Bongo, ne semblait plus de mise. À l'instar de l'activiste Jerry Pambo, les Gabonais de la diaspora bénéficiaient d'une totale liberté d'expression et s'en servaient pour porter la contestation de manière pacifique. Les leaders politiques de l'opposition à Libreville, notamment André Mba Obame³⁰, prirent progressivement conscience du rôle que pouvait jouer la diaspora et l'incitèrent à s'organiser en se structurant. D'où la création d'une première vague d'associations telles que La Plateforme de veille et d'action (PVA) en 2009, la Diaspora gabonaise unie (DIAGAU) en 2010 et la Convention de la diaspora gabonaise (GDG) en 2012.

Fut aussi avancée la nécessité d'une coalition d'opposition qui organiserait la contestation du régime d'Ali Bongo Ondimba et préparerait scrupuleusement le prochain scrutin de 2016. Cette idée fut portée notamment par des acteurs indépendants en France comme Félix Bongo, ancien haut fonctionnaire au ministère des Finances de la République gabonaise, puis homme d'affaires et opposant en exil en France, et le journaliste des *Échos du Nord*, Désiré Ename. L'idée d'une coalition de l'opposition s'imposa à travers la création du Front uni de l'opposition pour l'alternance (FUOPA³¹).

Entre 2014 et 2016, certains membres de la diaspora pensèrent à une autre stratégie pour contrer le régime d'Ali Bongo Ondimba. Cette proposition fut reprise au sein du FUOPA à Libreville à travers l'initiative Destitution-Transition-Élections (DTE). Elle se fondait sur le postulat selon lequel Ali Bongo serait d'origine nigériane³² et donc illégitime. Ce postulat

30. En 1984, André Mba Obame quitta la représentation en France du MORENA et retourna au Gabon pour devenir conseiller spécial d'Omar Bongo à la présidence de la République. Par la suite, ministre de l'Intérieur à la réputation de « séculocrate » de ce régime qu'il servit fidèlement pendant 26 ans, André Mba Obame déclara sa candidature en rupture avec le PDG, le 17 juillet 2009, dans son « Appel de Barcelone ». Il entra ainsi en compétition pour l'élection présidentielle anticipée du 30 août 2009 à l'issue de laquelle il se déclara vainqueur avec un score de 42 %. Il fonda un parti d'opposition, l'Union nationale, le 20 avril 2010. N'ayant rien négocié dans le sillage de l'élection de 2009, André Mba Obame cette fois-ci ne « trahit » pas le peuple gabonais jusqu'à sa mort, à Yaoundé, le 12 avril 2015.

31. Créé le 19 juillet 2014, le FUOPA est un regroupement de partis politiques et de personnalités politiques d'opposition destiné à préparer l'élection présidentielle de 2016.

32. Ces affirmations sont largement développées par le journaliste Pierre Péan dans son ouvrage *Affaires africaines* (op. cit.).

fut étayé par le fait qu'Ali Bongo aurait présenté un acte de naissance falsifié pour participer à l'élection présidentielle de 2009. Dès 2009, le président du MORENA, Luc Bengone Nsi, avait brisé le tabou de l'origine du président et introduit un recours devant la Cour constitutionnelle de la République du Gabon pour invalider la candidature d'Ali Bongo. L'article 10 de la Constitution gabonaise dispose en effet qu'un Gabonais qui a acquis la nationalité ne peut se présenter à l'élection présidentielle, ni sa descendance sur quatre générations.

Sit-in de la CAPPO



Crédit : diaspora gabonaise.

Inspirée par la thèse de l'origine étrangère d'Ali Bongo, la Coordination des associations et des partis politiques de l'opposition gabonaise en Europe (CAPPO) fut créée en 2015. Elle avait pour objectif de regrouper 13 associations de la diaspora et partis politiques gabonais en France et dans le reste de l'Europe pour coordonner leurs actions sur la base d'une « charte de bonne conduite » et obtenir « le départ et la destitution d'Ali Bongo et de son régime³³ ».

Parallèlement à l'émergence d'organisations anti-régime, les structures pro-régime dans la diaspora se sont affaiblies. En plus de l'UJ-PDG, la fédération du PDG en France dispose de l'Union des femmes du Parti démocratique gabonais (UF-PDG). Créé en 2004 par la volonté du président Omar Bongo de « regrouper les associations gabonaises sur l'ensemble du territoire français et de faire prévaloir les notions d'entraide, de solidarité, d'équité et de fraternité en vue d'une contribution significative à tous les niveaux pour le rayonnement du Gabon³⁴ », le Conseil des Gabonais de

33. Vidéo intitulée « Naissance de la CAPPO Gabon France Europe », 24 août 2015, disponible sur : www.youtube.com.

34. A.-M. Dworaczek-Bendome, « France-Gabon : le Conseil des Gabonais de France végète dans l'oubli », blog AMDB, *Médiapart*, 28 novembre 2018.

France (CGF) est une fédération d'associations ayant pour vocation de servir d'interface entre les communautés gabonaises, les associations de Gabonais et les autorités consulaires. Officiellement apolitique, l'ambassade du Gabon en France s'est toujours arrangée *de facto* pour que son bureau soit dirigé par des membres de la fédération française du PDG. Mais depuis 2014, cette structure clé du régime dans la diaspora n'a pas pu élire son bureau, ce qui atteste – de l'aveu même de ses partisans – d'un véritable recul des soutiens au régime d'Ali Bongo au sein de la diaspora gabonaise de France³⁵. Cette perte d'influence a été clairement confirmée lors du scrutin de 2016. D'une part, le responsable de la fédération française du PDG, Dieudonné Tahiro Aperano, a démissionné avec fracas le 3 septembre 2016 ; d'autre part, selon ses dires, lors de l'élection présidentielle du 27 août 2016, « dans les sept bureaux de vote en France, les chiffres varient entre 75 % au minimum et 92 % au maximum en faveur du candidat Jean Ping³⁶ ». Avant le scrutin de 2016, une très grande majorité de la communauté gabonaise de France était déjà acquise à l'opposition.

35. *Ibid.* Voir également *supra* les déclarations du responsable de la fédération française du PDG Dieudonné Tahiro Aperano.

36. Vidéo intitulée, « #Gabon Démission du président du PDG France– Dieudonné Tahiro Aperano », 6 septembre 2016, disponible sur : www.youtube.com.

La crise post-électorale de 2016, déclencheur d'une mobilisation politique sans précédent de la diaspora

La mobilisation de la diaspora gabonaise de France après l'annonce officielle des résultats de l'élection présidentielle de 2016 et l'assaut consécutif du quartier général de Jean Ping fait suite à la mobilisation éphémère observée lors de l'élection présidentielle de 2009. Toutefois, sa dimension, sa signification et sa durée sont bien plus importantes. La détermination de la diaspora d'opposition est symbolisée par ce slogan : « Si tu avances, le peuple te suit. Si tu t'arrêtes, le peuple te pousse. Si tu recules, le peuple te lâche. Et, si tu dialogues, le peuple t'égorge.³⁷ » Cette interpellation, scandée en langue punu par les ngozistes³⁸ au « président élu » du Gabon, Jean Ping, le 29 octobre 2016 sur le Parvis des droits de l'homme au Trocadéro, résume à elle seule la pression et les encouragements de la diaspora gabonaise d'opposition à son égard³⁹. Les partisans de l'alternance politique signifient ainsi à Jean Ping qu'il a le devoir absolu à la fois de « lutter jusqu'au bout pour occuper effectivement le fauteuil présidentiel remporté dans les urnes » et de « ne jamais renoncer », au contraire des leaders politiques de l'opposition gabonaise lors de tous les scrutins multipartites précédents⁴⁰.

Prolifération d'associations diasporiques sur fond de rivalités

La prolifération d'associations diasporiques dans la période pré-électorale s'est intensifiée avec la crise post-électorale de 2016. Sont apparues de nouvelles associations au sein de la diaspora gabonaise d'opposition tant à Paris (Observatoire gabonais sur la responsabilité sociétale des entreprises

37. Vidéo intitulée, « La diaspora gabonaise en communion avec le président élu ce 29/10/2016 part. 2 », disponible sur : www.youtube.com ; « Gabon : le QG de l'opposant Jean Ping attaqué, deux morts selon son camp », *France 24*, 1^{er} septembre 2016.

38. Animateurs des *sit-in* et marches de contestation du régime d'Ali Bongo au Trocadéro. Lire nos développements *supra*.

39. Dans ce sens, lire K. Raphael Sima, *Moi, Résistant !*, Grande-Bretagne, Amazon Publication, 2018, p. 70.

40. Divers entretiens avec des membres de la diaspora gabonaise d'opposition en France, 2019.

[OGARSEIA], Mouvement citoyen gabonais du Ranelagh [MCG-Ranelagh], Être gabonais autrement et librement [EGAL], REAGIR, Collectif des Résistants, Mobilisation 241, Nemesis, Trop C Trop, etc.) qu'en province (Rassemblement gabonais 33, Collectif gabonais de Perpignan, Collectif Gabon Occitanie [CGO], Associations des Gabonais de Rennes, d'Angers et de Strasbourg, Conseil Gabonais de la Résistance Internationale [CGRI], etc.). Ce foisonnement diasporique s'explique par la volonté de participer activement au « combat » post-électoral sur la base de quatre revendications : rendre effective la « victoire » de Jean Ping, dénoncer la répression du régime, obtenir justice et réparations pour les victimes du 31 août 2016 ainsi que la libération des prisonniers politiques et d'opinion.

En plus de la CDG créée en 2012, qui est au cœur du dispositif de Jean Ping au sein de la diaspora, ce dernier a sollicité, dès janvier 2017, la création du Conseil gabonais de la résistance (CGR). Les « résistants » se regroupent par convictions, par affinités et par proximité avec les pôles de l'opposition au Gabon. On observe parfois des rivalités et des animosités personnelles relativement violentes qui reposent sur des replis identitaires, des querelles d'ego, de leadership et des clivages partisans. Ces rivalités suscitent une dynamique de scissiparité, avec des défections et des migrations vers d'autres associations ou la création de nouvelles. Par exemple, l'association REAGIR a été créée en mai 2015 en raison de désaccords avec la ligne politique et les pratiques de la CDG. De même, les querelles d'ego et liées à l'affiliation ou non à Jean Ping au sein au Mouvement des femmes commandos ont poussé certains membres à créer une nouvelle association, les Femmes d'honneur.

On peut également citer les conflits relatifs aux demandes d'autorisation en préfecture de police, la CDG accusant OGARSEIA de « vouloir s'accaparer des *sit-in* et marches de la diaspora gabonaise d'opposition⁴¹ ». Le président d'OGARSEIA, Jean-Jacques Eyi Ngwa, a ainsi été incité à créer le 28 janvier 2017 un collectif d'associations chargé de l'organisation de ces manifestations de rue, le Mouvement citoyen gabonais du Ranelagh (MCG-Ranelagh). À la suite de rivalités entre le MCG-Ranelagh et le CGR, l'activiste Serge Christian Nguema Ndong, alias « Bob Le Fou⁴² », a créé, le 16 août 2017, le Collectif des résistants. Celui-ci a éclaté à son tour après des démissions relatives à des querelles de personnes, des velléités de prises de pouvoir, et il a donné naissance à Mobilisation 241. La répétition

41. Divers entretiens avec des membres de la diaspora gabonaise d'opposition en France, 2019.

42. Surnom donné dans son enfance par ses camarades de classe et l'un de ses professeurs de mathématiques en raison de son caractère de meneur turbulent et de son choix de maintenir sa chevelure ébouriffée. Serge Christian Nguema a décidé d'utiliser ce surnom comme nom d'activiste.

des rivalités de pouvoir et de répartition des tâches a aussi été fatale à Mobilisation 241 qui s'est délitée à son tour.

La culture du cloisonnement, la méfiance vis-à-vis de l'autre et la tradition de ralliement au pouvoir en échange d'un poste officiel poussent les membres de la diaspora à s'accuser tantôt d'être un « infiltré de la majorité », tantôt d'être un « traître en devenir », tantôt de « ne pas être un vrai opposant ». Ces accusations se réduisent parfois à des postures pour préempter les meilleures places à venir.

Le répertoire de la mobilisation politique dans l'espace public français

Pour manifester leur opposition au régime gabonais, les groupes de la diaspora ont utilisé plusieurs techniques contestataires inspirées par la culture gabonaise et les méthodes de protestation et de persuasion non violentes répertoriées par le professeur Gene Sharp⁴³, aboutissant à une véritable théâtralisation de la mobilisation.

Organisateurs des sit-in et marches

La mobilisation des Gabonais tant dans la diaspora qu'au Gabon a commencé dès le jour du vote le 27 août 2016. À Paris, les membres de la diaspora gabonaise d'opposition ont afflué devant l'ambassade du Gabon pour assister au dépouillement et à la proclamation des résultats. Quelque 2 500 manifestants selon les organisateurs, 1 000 selon la police⁴⁴, se sont réunis sur le Parvis du Trocadéro et ont entamé une marche de protestation jusqu'à leur ambassade le samedi 3 septembre 2016. Transformés en « panthères⁴⁵ », les membres de la diaspora gabonaise sont mobilisés depuis quatre ans à Paris et en province⁴⁶. Des *sit-in* et marches ont également été organisés dans plusieurs villes françaises dont Perpignan, Montpellier,

43 G. Sharp, *De la Dictature à la Démocratie. Un cadre conceptuel pour la libération*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 117-126.

44. « «Boum, Ali est tombé !» Rêve la diaspora gabonaise à Paris », *La Croix*, 3 septembre 2016.

45. En référence au félin emblématique du Gabon. Surnom donné aux joueurs de l'équipe nationale gabonaise de football depuis l'an 2000. Ce choix de l'appellation de « panthères » en septembre 2016 correspond à la volonté des « combattants et combattantes » de la diaspora gabonaise d'opposition qui s'engagent dans la résistance de « ne plus être pris pour des chiens, de sortir du mépris récurrent des dirigeants gabonais, de prendre de la hauteur et de marquer un signe d'engagement dans la lutte menée contre le système Bongo en place ». De là leur slogan : « Les panthères ont remplacé les chiens », en référence à une exclamation communément utilisée par le défunt président Omar Bongo, lorsqu'il était l'objet de reproches, « Les chiens aboient, la caravane passe » (entretien avec des membres de la diaspora gabonaise de France, 29 juillet 2019).

46. Les marches et *sit-in* ont été interrompus entre mi-mars et mi-juillet 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Presque 200 marches et *sit-in* ont été organisés depuis le 3 septembre 2016.

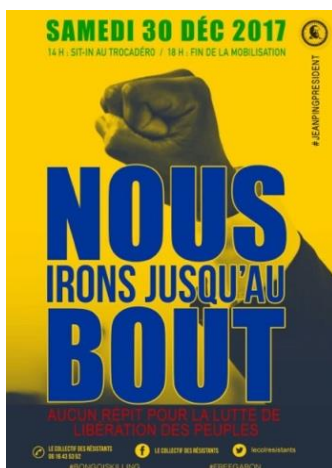
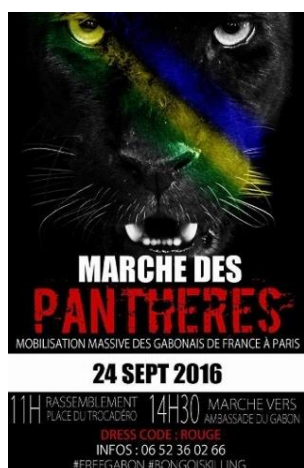
Toulouse, Marseille, Nice, Lyon, Bordeaux, Nantes, Angers, Lille, Amiens et Strasbourg.

Cortège de tête au départ d'une marche de la diaspora gabonaise « résistante » de France, Place du Trocadéro, Paris



Crédit : diaspora gabonaise.

Affiches de la résistance gabonaise



Crédit : diaspora gabonaise.

Mise en scène des ngozistes

Par référence au *ngoze* qui est une cérémonie culturelle du *bwiti* (veillée avec « nuit blanche ») et en écho aux célèbres agitateurs de foule du Lycée technique national Omar Bongo d'Owendo, un groupe de ngozistes, vêtus de tenues traditionnelles (pagnes noirs et rouges) et arborant parfois des torches de résine d'okoumé⁴⁷, a été créé dès septembre 2016 au sein de la diaspora afin d'animer les *sit-in* et les marches au Trocadéro⁴⁸. Au Gabon, les groupes sociaux culturels ont toujours participé à la mobilisation politique ; les *ngoizistes* n'en sont qu'une transposition au sein de la diaspora gabonaise.

Opérations montées par les ntchameurs

Dérivatif du mot *ntsam* en langue fang qui signifie « désordre, bagarre et révolte⁴⁹ », les *ntchameurs* agissent de manière déterminée et pacifique. Ils mènent, au risque d'être interpellés par les services de police française, des opérations « coup de poing », mais non violentes, qui prennent généralement la forme de véhémentes interpellations de représentants de l'État gabonais signalés lors de leur passage en France. Ils ont ainsi pris à partie, en 2017, Édouard Valentin, beau-père d'Ali Bongo, directeur général d'Ogar, premier groupe d'assurances au Gabon⁵⁰. Ils occupent des lieux symboliques du pouvoir gabonais sur le territoire français tels que l'ambassade du Gabon ou encore le célèbre hôtel particulier Pozzo di Borgo acquis par l'État gabonais en 2010⁵¹.

Les *ntchameurs* ont pour objectif de faire bouger les lignes du rapport de force dans le sens d'une désacralisation de ce qu'ils appellent l'« hyper-pouvoir » des autorités gabonaises⁵². Ils opposent ainsi une violence

47. Torches faites de sève et d'écorce d'okoumé utilisées lors des rites initiatiques et censées « montrer le chemin ».

48. Les ngozistes ont pour mot galvanisateur « Ekipo-o, ekipa-a », du mot « équipe » pour vérifier « est-ce que vous êtes là ? », « êtes-vous prêts ? ».

49. Le mot *ntcham* est un mot ekang (Fang) prononcé de la sorte en Ewondo ou Eton au Cameroun. Au Gabon, les Fang et Ntoumou disent plutôt *ntsam*, du verbe *a tsam* : « effacer », « détruire », « disperser », « gaspiller ». *Ntsame* est par ailleurs un nom de fille en langue fang très courant qui signifie « la destructrice ».

50. H. Lembet, « Paris : des résistants s'en prennent au beau-père d'Ali Bongo et à Andrew Gwodock », *Gabon Media Time*, 25 juin 2017 ; M. Malagardis, « Face aux despotes, des diasporas jouent les "afriktivistes" », *Libération*, 7 juin 2018.

51. Hôtel particulier d'une valeur de près de 150 millions d'euros dont Ali Bongo ordonna l'acquisition pour le compte de la République gabonaise afin de loger les hauts responsables gabonais de passage en France et surtout pour en faire la résidence du chef de l'État gabonais à Paris. Cette acquisition d'un des hôtels particuliers les plus chers de Paris défraya la chronique et créa la stupeur au sein de l'opinion publique gabonaise et internationale. Lire « Paris : des opposants gabonais occupent un hôtel particulier de la famille Bongo », *Le Parisien*, 14 janvier 2018.

52. Entretiens avec des ntchameurs, 10 septembre 2019.

symbolique aux violences physiques et psychologiques et aux multiples violations des droits humains exercées par le régime d'Ali Bongo sur des Gabonais (arrestations et détentions arbitraires, interdiction et répression des manifestations et des réunions, tortures⁵³).

Mise en place d'une *ntcham* par des activistes « résistants » gabonais devant le Conseil constitutionnel, Paris, 2019



Crédit : diaspora gabonaise.

Interpellations et dénonciations des sketcheurs kongosseurs

Dans sa connotation politique, le *kongossa*⁵⁴ est « un mode de participation politique de la population (gabonaise) dans l'espace des luttes symboliques. Celle-ci produit et fait circuler des informations et contre-informations sur la classe politique en mettant en lumière sa vie privée et ses actions publiques pour mieux la discréditer. Le *kongossa* peut être élogieux, satirique ou verser dans la dérision⁵⁵ ».

Dans des sketches où il met en scène un conseiller fictif du président Ali Bongo qu'il appelle « Bob le Fou », l'activiste et résistant de la diaspora très engagé Serge Christian Nguema Ndong parodie les agissements du régime gabonais et les tourne en dérision pour mieux les dénoncer. Cela participe à « désacraliser ledit régime » et à « briser la peur qu'il suscite au sein de la population gabonaise⁵⁶ ». Bob le Fou indiqua que Brice Laccruche Alihanga, le directeur de cabinet du président, prit *de facto* la place du président Ali

53. Voir notamment Amnesty International, « Gabon », *Rapport 2017-2018*, p. 207-208

54. Mot d'origine camerounaise et totalement ancré dans la société gabonaise qui signifie rumeur, commérage, ragot et cancan.

55. P. Ondo, « Le “kongossa” politique ou la passion de la rumeur à Libreville. Un mode de participation politique », *Politique africaine*, vol. 3, n° 115, 2009, p. 75-98.

56. Entretien avec Bob le Fou, 12 octobre 2019.

Bongo au sommet de l'État gabonais⁵⁷. Il constata que les photos du directeur de cabinet furent ensuite enlevées de l'ensemble des supports de communication de la présidence de la République gabonaise pour remettre celles d'Ali Bongo. Par la suite, Brice Laccruche Alihanga connut une déchéance politique brutale. Accusé notamment de détournements de deniers publics et d'atteinte à la sûreté de l'État, il est actuellement incarcéré à la prison centrale de Libreville⁵⁸.

Les vidéos de Bob le Fou sont vues en moyenne par 10 000 à 12 000 personnes sur les réseaux sociaux. Ces vidéos attirent le public grâce à leur touche humoristique et satirique. Elles permettent d'amplifier d'autres modes d'actions protestataires de terrain, en particulier les *ntchams*.

Starisation des livers et youtubers

Les membres de la diaspora d'opposition profitent pleinement de la liberté d'expression qui leur est accordée en France pour exprimer publiquement leur sentiment personnel sur n'importe quel sujet relatif au Gabon.

Les *livers* et *youtubers* diffusent les programmes d'activités de la résistance, des *flyers* pour les *sit-in* et les manifestations. Ils donnent leurs analyses personnelles et stylisées sur la vie politique gabonaise par des *lives* sur Facebook, YouTube ou Daily Motion. Certains activistes se présentent comme des leaders d'opinion, par exemple Jonas Moulenda, Laurence Ndong, Marceau Malékou alias « Toumane Marceau », « Le Phénix Mickolos » (« Mister le Phénix » sur Facebook), Messir Nnah Ndong, Yvon Moutsinga ou encore Claire Newman alias « Tata dérangée » et « La maréchale des opprimés », etc. Ces *livers* et *youtubers* de la diaspora gabonaise d'opposition ont d'ailleurs des relais au Gabon qui n'hésitent pas à prendre le risque de filmer la réalité socio-économique à Port-Gentil (comme l'activiste David Pandjo Ngoma alias « Peter Brady ») ou encore la misère et l'insalubrité des bidonvilles de Libreville, comme les artistes Bung Pinze et Génération Waz (« génération consciente »), pour dénoncer le quotidien de la majorité des Gabonais.

Par exemple, le journaliste d'investigation Jonas Moulenda, réfugié en France depuis 2015, est très suivi dans la société gabonaise comme dans la diaspora avec sa dernière émission baptisée « Le balcon ». Il y pourfend, *via* des *lives* Facebook, ce qu'il considère comme les « maux et les tares » de la société gabonaise, leurs auteurs et responsables. Il les attribue tous à l'arrivée d'Ali Bongo au pouvoir. Quant au journaliste Malcome du Mapane

57. Bob le Fou, « C'est Brice Fargeon le fou ou moi Bob le Fou », vidéo diffusée en direct sur le compte Facebook de Bob le Fou, 4 octobre 2019.

58. D. Lecoutre, « Qui gouverne le Gabon aujourd'hui ? », *Gabon Review*, 26 décembre 2019.

(les *mapanes* désignent les bidonvilles de Libreville), il diffuse son émission d'entretiens avec des personnalités de la diaspora résistante, de la société civile et de l'opposition gabonaise sur « Résistance TV », disponible sur Dailymotion et YouTube.

Les réseaux sociaux sont devenus les principaux exutoires de la colère des Gabonais contestataires. Certains d'entre eux étaient déjà connus à Libreville, tandis que d'autres se révèlent au sein de la diaspora et deviennent populaires au Gabon. Cet engagement personnel au nom du « patriotisme » et de la volonté affichée de « sauver le Gabon du péril annoncé⁵⁹ » s'accompagne d'une recherche de notoriété et trahit parfois leur volonté d'ascension dans un régime post-Bongo. On note que plusieurs d'entre eux, intimement convaincus de leur singularité dans ce combat contre le régime d'Ali Bongo, s'auto-investissent de missions de témoignages et de dénonciations verbales plus ou moins virulentes.

Occupation de la toile par les marcheurs et les guerriers numériques

Désignés « marcheurs numériques » de la résistance, certains membres du CGRI se mobilisent sur la toile pour « le respect du vote des Gabonais en faveur de Jean Ping ». Ils ont notamment créé deux *hashtags*, #PopulationDuHautOgooué et #21BureauxDeVote, qui visent à rappeler la modification nuitamment (entre le 30 et le 31 août 2016) de la population du Haut-Ogooué sur la page *Wikipédia* relative au Gabon et l'annulation des résultats dans 21 bureaux de vote pour permettre la victoire du candidat Ali Bongo à l'élection présidentielle de 2016.

Post d'un guerrier du numérique sur son compte Twitter



59. Divers entretiens avec des membres de la diaspora gabonaise d'opposition en France, 2019.

Les marcheurs numériques ont des cibles de référence qu'ils piochent dans leurs carnets d'adresses Twitter, dont des décideurs politiques français, des dirigeants de grandes entreprises françaises présentes au Gabon, des députés européens ou encore des sénateurs américains. Les réseaux sociaux servent aussi à faire de la désinformation. Les fausses informations dans les conversations WhatsApp et sur les comptes Twitter sont monnaie courante.

Les médias et réseaux sociaux (blogs, YouTube, Dailymotion, Facebook, etc.) offrent indubitablement un espace de liberté d'expression alternatif aux Gabonais – notamment à la jeunesse de plus en plus active sur ces réseaux dans un environnement autocratique où les voix sont muselées et les manifestations interdites ou réprimées. Ils servent à contourner la censure au Gabon. C'est ce que confirme Marc Ona Essangui, secrétaire exécutif de Brainforest et coordinateur de la campagne Tournons la page (TLP) au Gabon : « Pour contourner la censure qui frappe les acteurs pro-démocratie dans les médias d'État et en l'absence de réels médias privés indépendants, les outils numériques demeurent nos seuls leviers pour mobiliser les activistes, fédérer les syndicalistes et, surtout, sensibiliser l'opinion sur les questions dominantes de l'actualité sociale et politique⁶⁰. » Toutefois, les activistes gabonais du numérique n'échappent pas à toute entrave. Ainsi trois à quatre comptes Twitter et Facebook ont été bloqués et fermés définitivement. À titre d'exemple, le compte Twitter @PourNosMartyrs est bloqué depuis début octobre 2019 à la suite d'un signalement fait par les autorités gabonaises que ces diffusions dérangent⁶¹. Les animateurs de la contestation sur les réseaux sociaux sont aussi harcelés par les autorités qui veulent les faire taire. Ainsi, Bung Pinze a dû partir en exil dans la foulée de la répression post-électorale de 2016. Patrick Oyabi dit « Pistolero Balero », initiateur et leader de Génération Waz, a été arrêté le 28 juin 2019 et placé en détention à la prison centrale de Libreville, puis acquitté le 15 juillet 2020 par le tribunal correctionnel des délits d'« instigation à l'insurrection » et d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État ». Quant à Peter Brady, il a été arrêté le 21 décembre 2019 et placé en garde à vue au commissariat de police de Port Gentil pendant plusieurs jours.

Ces diverses actions de contestation ont permis de galvaniser la diaspora d'opposition et d'entretenir la « résistance » contre le régime d'Ali Bongo sur le territoire français.

60. L. Duarte, « Afrique. Quand la démocratie se joue en ligne », *Revue Projet*, vol. 4, n° 371, août 2019, p. 60-67.

61. Entretiens avec des activistes gabonais sur les réseaux sociaux, 24 octobre 2019.

Effets de la mobilisation diasporique

La mobilisation tant au Gabon que dans la diaspora n'est pas parvenue à atteindre son objectif affiché, à savoir l'alternance démocratique. Le président Ali Bongo, qui a été victime d'un accident vasculaire cérébral le 24 octobre 2018 à Riyad mais dont la santé s'est améliorée, semble bien parti pour se maintenir au pouvoir jusqu'à la prochaine échéance présidentielle prévue en 2023. En ce sens, la crise post-électorale s'est achevée par une victoire du régime en place. En effet, d'une part, l'opposition gabonaise a été en panne de stratégies cohérentes et n'a pas su exploiter la grave maladie d'Ali Bongo bien qu'il ait été pendant plusieurs mois à l'extérieur du pays. D'autre part, suivant un habitus historique bien ancré, le régime a recouru à la technique classique de la cooptation qui, une fois de plus, a fonctionné. La politique de la main tendue à l'opposition avec la participation au dialogue national d'Angondjé en 2017 de personnalités de l'opposition proches de Jean Ping telles que René Ndemezo'o Obiang, son directeur de campagne en 2016, a permis de défaire l'unité autour de ce dernier. D'autres figures de l'opposition telles que Jean de Dieu Moukagni-Iwangou (président du parti d'opposition Union et Solidarité et véritable révélation du sérail politique gabonais à partir de 2014) et Michel Menga Messone (membre éminent du Rassemblement Héritage et Modernité créé par Alexandre Barro Chambrier⁶²) sont par la suite rentrées au gouvernement.

Cependant, si la mobilisation politique de la diaspora n'a pas atteint son but, elle produit des effets qui ne manqueront pas d'influencer le futur de la politique gabonaise.

62. L'alliance autour de Jean Ping s'est vite disloquée. Dès la proclamation des résultats en 2016, René Ndemezo'o Obiang, son ancien directeur de campagne, a créé le parti Démocratie nouvelle et s'est rapproché du président Ali Bongo. En 2017, à son tour, un autre ténor de l'alliance de 2016 autour de Jean Ping, Guy Nzouba-Ndama, a créé le parti Les Démocrates. Zacharie Myboto, président de l'Union nationale, a repris son indépendance. De même, des personnalités qui se sont révélées durant la longue épopée vers l'élection de 2016 sont devenues ministres du président Bongo, à l'instar de Jean de Dieu Moukagni-Iwangou, président du parti Union et Solidarité, qui est entré au gouvernement le 4 mai 2018 en tant que ministre de l'Enseignement supérieur.

Émergence d'une nouvelle génération d'activistes et laboratoire de contestation

L'engagement diasporique a permis la prise de parole de Gabonais anonymes qui ont pu exprimer leur opinion sur la situation de leur pays (notamment l'emblématique et très active autoproclamée « Générale Barat », membre fondateur du Syndicat des éducateurs préscolaires des affaires sociales [Synedas] au Gabon et réfugiée en France), tandis que d'autres se sont illustrés par leur talent oratoire (Fabien Méré, Lionel Persis Essono et Laurence Ndong) ou artistique (la chanteuse Tita Nzebi ainsi que les slammeurs Nanda et Design) ou encore leur capacité à travailler en groupes et à fédérer des événements (Régis Essono, Paterne Bibang, Serge Christian Nguema Ndong, Yvon Moutsinga et Vulgain Andzambé). Au sein de la diaspora tout comme dans l'opposition politique et la société civile au Gabon, des Gabonais ordinaires se sont révélés, présentent de vraies aptitudes au travail collectif du militantisme, sont entrés en politique et traduisent le besoin de renouvellement de la classe politique gabonaise. Comme le suggère le philosophe Achille Mbembe, « c'est probablement avec ces nouvelles forces démocratiques internes-là que la France devra tisser de nouvelles alliances et couper le cordon ombilical qui lie sa propre histoire à la longue histoire de la tyrannie sur le continent africain⁶³ ».

La liberté d'expression dont dispose la diaspora d'opposition en France lui permet de développer de multiples modes de contestation publics, constituant un laboratoire de la contestation. Ainsi, les Gabonais politisés de la diaspora peuvent améliorer leur capacité d'organisation, inventer de nouvelles stratégies de mobilisation et d'expression dans l'espace public et les transférer à la société civile gabonaise. Une culture militante adaptée aux temps présents et à ses outils médiatiques se développe et s'enracine dans la diaspora.

Une interaction approfondie entre société civile et diaspora

La diaspora d'opposition en France a traditionnellement un lien fort avec la société civile gabonaise⁶⁴ – lien qui s'est renforcé à l'occasion de la crise post-

63. A. Mbembe, « Les États voyous d'Afrique centrale sont les derniers avatars de la Françafrique », *Le Monde*, 4 mars 2020.

64. Pour comprendre l'ampleur de la mobilisation citoyenne et de la société civile au Gabon pendant la campagne électorale de 2016, se reporter à A. Aterianus-Owanga et M. Debain, « Demain, un jour nouveau ? Un renversement électoral confisqué au Gabon », *Politique africaine*, vol. 4, n° 144, 2016, p. 157-179.

électorale. L'opposition politique étant inefficace, elle se voit remplacer par des organisations de la société civile qui deviennent le fer de lance de la contestation. Les liens sont étroits entre des leaders d'opinion de la diaspora et des associations telles que l'ONG Brainforest, la campagne TLP Gabon, le Réseau des organisations libres pour la bonne gouvernance (ROLBG) et le collectif citoyen Appel à agir⁶⁵. Ces interactions connaissent des pics d'engagement, par exemple lors de la mobilisation contre les détentions arbitraires (Jean-Rémy Yama, Marcel Libama) et pour la libération des prisonniers politiques (le député PDGiste démissionnaire du Woleu-Ntem Bertrand Zibi qui a rejoint le camp de l'opposition le 23 juillet 2016) et des prisonniers d'opinion (ainsi du cyberactiviste Hervé Mombo Kinga). Des personnalités telles que Jean-Rémy Yama, le président de la confédération syndicale Dynamique unitaire (DU⁶⁶), et Marcel Libama, conseiller de la Convention nationale des syndicats du système éducatif (CONASYSED) et de DU, bénéficient d'une véritable aura au sein de la diaspora où ils font régulièrement des séjours. Compte tenu de la fermeture de l'espace politique et civique au Gabon, la diaspora représente pour la société civile une voie privilégiée pour exprimer son mécontentement. Il s'agit également d'un refuge pour des opposants gabonais contraints à l'exil.

Le long chemin pour devenir un acteur d'influence

Bien que la mobilisation diasporique, extrêmement innovante, visible, bruyante sur la scène parisienne et sur les réseaux sociaux, contraste avec la minceur de ses effets politiques, elle a réussi à franchir une étape en mettant le « problème gabonais » à l'agenda de l'Union européenne (UE) ainsi que d'autres organisations internationales et en embarrassant publiquement le régime. Pour l'heure, son impact est plus médiatique que politique.

La mobilisation diasporique n'a pas eu l'impact qu'elle escomptait sur la position diplomatique française qu'elle n'a finalement pas réussi à infléchir. Dans les tout premiers jours suivant la proclamation des résultats

65. Appel à agir est un collectif citoyen dont les dix signataires sont des figures politiques et de la société civile en vue à Libreville encartés à l'opposition : Placide Aubiang Nzeh, Noel Bertrand Boundzanga, Elza Rituelle Boukandou, Franck Ndjimbi, Nicolas Nguema, Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, Anges Kevin Nzigou, Marc Ona Essangui, Edgard Owono Ndong et Minault Maxime Zima Ebeyard. Ils ont saisi le 28 février 2019 les juridictions gabonaises afin de contraindre le président Ali Bongo à se soumettre à une expertise médicale indépendante qui déterminerait sa capacité ou non à assumer les fonctions de président de la République à la suite de son accident vasculaire cérébral.

66. Pour ses prises de position syndicales et citoyennes, Jean-Rémy Yama est surveillé, intimidé, harcelé et poursuivi « sans relâche » par les autorités gabonaises. Il a notamment été placé en détention provisoire et incarcéré à la prison centrale de Libreville pendant trois mois (9 juillet-6 octobre 2016) pour « trouble à l'ordre public », « destruction de biens publics et/ou privés » et « incitation à la violence » suite à un *sit-in* à Libreville le 9 juillet 2016.

électorales vigoureusement contestés par le camp de Jean Ping, le gouvernement français a demandé la publication des résultats de chaque bureau de vote, à l'instar de l'UE, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et des États-Unis. Le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, a même recommandé un « nouveau décompte des voix » en affirmant qu'« il y (avait) contestations et doutes⁶⁷ ». Les autorités françaises semblaient alors acquiescentes à l'idée de ne pas avaliser un passage en force du clan d'Ali Bongo, position illustrée notamment par les propos du ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, qui a soutenu que le travail à la Cour constitutionnelle n'avait pas permis de lever les doutes sur la fiabilité du scrutin⁶⁸. Par la suite, « la France n'a jamais reconnu formellement cette élection. Et le président (François Hollande en son temps) n'a jamais félicité de manière officielle le président Ali Bongo⁶⁹. » Pourtant, depuis lors, le chef de l'État gabonais est régulièrement invité à des sommets internationaux organisés par l'État français (comme le One Planet Summit du 10 au 12 décembre 2017), en marge desquels il s'entretient en tête-à-tête avec les plus hautes autorités françaises (par exemple avec le président Emmanuel Macron lors du 17^e Sommet de la francophonie le 13 octobre 2018). En dépit de la forte mobilisation diasporique et de plusieurs rencontres entre des leaders de la diaspora et de l'opposition gabonaise avec les autorités françaises (Élysée et Quai d'Orsay), le régime gabonais semble toujours bénéficier du soutien de la France dont la position officielle est caractérisée par un véritable *statu quo*.

Des procédures juridiques ont également été engagées par des membres de la diaspora telle que la requête contre la République gabonaise pour « violation du droit à des élections libres et transparentes » déposée devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Banjul (Gambie) par Jean Ping grâce aux diligences effectuées par l'association Nemesis⁷⁰. Plusieurs membres de la diaspora gabonaise ont pris des initiatives de plaider auprès des institutions françaises, européennes, africaines et onusiennes ; l'une des dernières en date est la rencontre d'une délégation diasporique composée de Michel Ongoundou (membre fondateur de l'association Visions d'Afrique, ancien secrétaire exécutif du parti Souverainistes écologistes, vice-président de l'ONG gabonaise Agir pour le Gabon), Jean-Jacques Eyi Ngwa (président

67. « Élections au Gabon : les observateurs européens ont constaté une "anomalie" », *L'Express*, 6 septembre 2016.

68. « Crise politique au Gabon : le ministre français Jean-Marc Ayrault reste prudent », *RFI Afrique*, 18 novembre 2016.

69. A. Passilly : « "Il a été élu" : les propos de Le Drian effacés à l'écrit », *Le Monde*, 9 avril 2019.

70. L'association Nemesis, créée par l'homme d'affaires franco-gabonais Jean-Jacques Bourdette en décembre 2018, se positionne sur les terrains de l'expertise juridique et du combat judiciaire en assurant la gestion structurée des actions et le suivi des plaintes.

d'OGARSEIA), Fabien Méré (membre fondateur de TropCTrop), Yvon Moutsinga (secrétaire exécutif adjoint de REAGIR), l'ancien capitaine de l'équipe nationale de football du Gabon Thierry Mouyouma et la ntchameuse Doriane Ozenga (Mouvement citoyen du Ranelagh) avec le chef de la Division Afrique centrale (Gerry Gielen) et le responsable de la coopération régionale en charge du Gabon (Roberto Rensi) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à Bruxelles le 20 décembre 2019. Cette délégation a plaidé pour la libération sans délais de tous les prisonniers politiques, l'examen de la situation des exilés et réfugiés politiques, la création d'une commission d'enquête internationale et indépendante sur les assassinats et violences post-électorales de 2016 et la mise en œuvre de sanctions ciblées à l'encontre de responsables politiques et administratifs gabonais. Du fait de la fraude électorale en 2016, le Gabon a aussi figuré à l'agenda du Parlement européen qui est favorable à la cause défendue par la diaspora⁷¹. La stratégie de la diaspora de contestation publique a rendu visible le « malaise profond » qui existe désormais entre une fraction importante de la population gabonaise et ses gouvernants et a fissuré l'image d'un régime jusqu'alors considéré comme « stable et où il ne se passe rien⁷² ».

Le mécontentement du régime face à cet impact médiatique négatif se manifeste notamment dans les médias pro-régime. Les autorités françaises y sont accusées de « permissivité excessive » et d'« incapacité de remplir leurs obligations de protection⁷³ ». La justice française est régulièrement accusée « de ne pas faire son travail » dans la mesure où aucune suite judiciaire ne serait donnée aux plaintes déposées par les autorités gabonaises en France à la suite des intrusions par des membres de la diaspora résistante dans leur représentation diplomatique à Paris⁷⁴ en 2018.

La léthargie, l'affaiblissement et les divisions des partis politiques d'opposition sclérosés et composés d'une classe politique vieillissante accentuent le rôle de la diaspora comme gardienne de la contestation, ce qui l'a, *ipso facto*, transnationalisée.

71. Résolution du Parlement européen du 2 février 2017 sur la crise de l'État de droit en République démocratique du Congo et au Gabon (2017/2510[RSP]) et Résolution du Parlement européen du 14 septembre 2017 sur la répression de l'opposition au Gabon (2017/283[RSP]).

72. F. Bernault, « Le Gabon, le pays où il ne se passe jamais rien », *The Conversation*, 4 septembre 2016.

73. F. Mbadinga, « Nouvelle agression d'un ministre gabonais en France, Libreville outrée, Paris accusée de laxisme », *La Libreville*, 10 novembre 2019.

74. *Ibid.*

Conclusion : la diaspora entre instance de politisation et matrice du renouvellement politique

Dès son avènement, le régime des Bongo met en place des stratégies pour museler, contraindre, voire intimider la diaspora gabonaise de France, pourvoyeuse des élites en devenir souvent contestatrices, et ce avec la complicité des autorités françaises. Il est aujourd'hui plus difficile pour les autorités gabonaises en place de puiser dans le répertoire classique d'actions coercitives. Les temps ont changé : avec la mondialisation de l'information, les opinions publiques, notamment gabonaise et française, sont beaucoup plus vigilantes quant au respect des droits humains. Le régime d'Ali Bongo utilise encore la cooptation de certaines personnalités émergentes, mais aussi désormais d'autres modes d'affaiblissement de la diaspora d'opposition comme son discrédit et des obstructions sur les réseaux sociaux.

La forte mobilisation de la diaspora gabonaise d'opposition en France est inversement proportionnelle à la fermeture de l'espace politique et civique au Gabon. Néanmoins, la diaspora ne saurait être un acteur politique *stricto sensu* dans l'arène politique gabonaise. Quelle que soit l'intensité de sa mobilisation, une diaspora n'a théoriquement qu'une fonction de sensibilisation et de mobilisation de la communauté gabonaise en France, d'alerte des médias et de l'opinion publique internationale. Ainsi, c'est aux leaders politiques sur le terrain qu'il revient d'élaborer des tactiques politiques qui leur permettent de modifier le rapport de force et d'atteindre l'objectif d'alternance qu'ils se sont fixé. Cependant, il est incontestable que la diaspora gabonaise d'opposition en France est devenue une force d'influence politique dont certains membres auraient vocation à jouer un rôle de premier plan comme acteurs politiques gabonais dans un avenir plus ou moins proche. Ces activistes de la diaspora pourraient d'autant plus facilement participer au renouvellement de l'opposition gabonaise qu'une grande partie de celle-ci s'est ralliée au régime.

Forte de son expérience acquise depuis 2009, une fraction de la diaspora (moins ou pas encore vraiment visible) s'inscrit déjà dans la stratégie et la prospective en lien avec le terrain gabonais pour changer le destin politique du pays. Elle devra à la fois se doter d'une idéologie, d'une stratégie d'action et d'un programme pour envisager son retour au pays et se constituer en acteur politique capable de concurrencer le pouvoir en place, et tirer profit de l'intense aspiration à l'alternance démocratique au Gabon.

Il existe ainsi aujourd'hui une équation politique gabonaise à plusieurs inconnues qui reste à résoudre. Le président Ali Bongo parviendra-t-il à se maintenir au pouvoir malgré la crise pétrolière, les divisions au sein de sa majorité présidentielle et la fragilité de son état de santé, sans compter la crise du COVID-19 ? L'opposition politique, de son côté, arrivera-t-elle à se régénérer, à tirer les enseignements de ses erreurs, à se réorganiser pour atteindre son objectif de prise de pouvoir par les urnes et ainsi mettre fin à plus de 50 ans d'hégémonie du PDG ?



Institut français
des relations
internationales